

« La paix par moi ! »

Ethique pour la démocratie et la cohésion sociale à l'initiative des jeunes et des femmes en période électorale en Côte d'Ivoire

Contrat CSO-LA/2019/413-814

L'administration contractante : Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Codemandeur : Regroupement des Acteurs Ivoiriens des Droits Humains
Montant : 1 499 995 EUR
Durée : 10/01/2020 – 31/12/2021

Contexte

La Côte d'Ivoire, fragilisée par deux décennies de crises électorales notamment celle de 2010, tente de se remettre de ce passé récent aux conséquences multiples depuis 2011. Cependant, la recrudescence de la violence dans le pays relatif aux questions identitaires et électorales, s'est fort à nouveau constatée lors des dernières échéances électorales de Décembre 2016 et du 13 Octobre 2018 d'une part et des conflits communautaires dans plusieurs localités du pays avec de nombreuses victimes, d'autre part. Plusieurs zones du pays sont en proie en des violences à la veille et après chaque élection mettant en péril la cohésion sociale et la paix. Aussi, l'implication des jeunes et des femmes dans les actions relevant du dialogue démocratique pendant les phases électorales est très peu perceptible et ne produit pas suffisant d'effet sur la prévention des conflits liées aux élections.

Objectif

Contribuer au renforcement de la réconciliation, et au maintien de la paix en Côte d'Ivoire notamment par une implication effective des jeunes et des femmes dans le dialogue démocratique.

Résultats escomptés

Les résultats escomptés du projet comprennent le renforcement des capacités des principaux acteurs de la société civile, tels que les jeunes, les femmes, les médias, les dirigeants communautaires et des éléments des forces de sécurité sur la gestion de l'information en période électorale, la prévention et gestion de conflits, la tolérance politique et la cohésion sociale. En outre, la création d'espaces d'échange et de dialogue démocratique à travers des comités de veille et de prévention de conflits installés dans les 27 localités et la sensibilisation d'un grand nombre de personnes à travers les activités du projet contribueront au renforcement de la cohésion sociale et du maintien de la paix en Côte d'Ivoire.

Description

Le projet « La paix par moi. » est un programme d'appui à la promotion de la paix, à la médiation et au renforcement du dialogue démocratique en Côte d'Ivoire. Le projet a pour objectif principal de promouvoir l'implication de femmes et des jeunes dans la consolidation de la cohésion sociale et du dialogue démocratique. Dans la pratique, le projet couvrira 27 localités dans 15 régions de la Côte d'Ivoire, il se déroulera sur une période de 24 mois. Le projet vise principalement à consolider la cohésion sociale par des actions pratiques tournées autour des renforcements de capacités des acteurs clés impliqués dans les processus électoraux et le jeu de la participation démocratique du

pays, des forums de discussion mettant dans un même espace des acteurs de vision différente pour échanger sur des sujets qui touchent à la paix, aux droits de l'homme, à l'intégration des jeunes et la sécurité.

Le projet concentre des activités de renforcement de capacités, des forums, des veilles à la prévention et la gestion des conflits à travers des comités installés, des journées portes ouvertes des services des sécurités et des sensibilisations grand public. Il s'agit en outre de mener des sensibilisations par les canaux traditionnels de communication et des méthodes innovantes telles que la diffusion des infographies et d'émission web pour toucher la catégorie des jeunes internautes qui sont souvent moins impliqués dans les processus électoraux et dans le dialogue politique au sein de leurs localités.

Financement

Le projet est cofinancé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 749 998 EUR et par le ministère fédéral de la coopération économique et du développement de l'Allemagne (BMZ) à hauteur de 749 998 EUR.

Etat d'avancement du projet

Les activités du projet ont débuté par une formation pour les journalistes et les blogueurs sur le thème du journalisme en période électorale. La deuxième activité de l'année a été un séminaire de plusieurs jours, destiné à la jeunesse ivoirienne. Les thèmes du séminaire étaient la prévention et la gestion des conflits et une meilleure implication des jeunes dans le dialogue démocratique. Plus de 500 jeunes y ont participé. En raison de la pandémie COVID-19, ces deux activités ont eu lieu sous forme numérique.

Suite à ces activités, des réunions en face à face ont commencé dans les locaux du projet, dans le strict respect des règles d'hygiène. De juin à octobre 2020, le projet a formé plus de 600 dirigeants locaux, femmes et chefs religieux des 27 localités du projet. Des connaissances ont été fournies sur le processus électoral, la prévention des conflits, l'intégration des femmes dans les processus démocratiques au niveau local et la relation entre les forces de sécurité et la société civile. Ensuite, un séminaire conjoint visant à faire tomber les préjugés, à rétablir la confiance entre la population civile et les forces de sécurité (police et gendarmerie) et à réduire les conflits entre les deux parties en vue des prochaines élections a été organisé ensemble avec les FDS. À la suite de cette activité, des « comités de veille et de prévention de conflits » ont été installés. Ces comités sont composés de dirigeants de la société civile, de guides religieux, de forces de sécurité et de représentants des autorités locales. Les comités sont accompagnés par le projet sur une durée de 10 mois. Avec les publications sur les médias sociaux (infographies et émissions-web sur la cohésion sociale), ces activités ont été achevées avant les élections présidentielles du 31 octobre 2020.

Après les élections, une campagne de sensibilisation de 3 mois a été lancée dans les radios de proximité de toutes les localités, appelant à une résolution pacifique des conflits. En outre, une série de sessions de formation a été organisée pour former environ 300 personnes à devenir des agents de sensibilisation. Avant et après les élections législatives du 6 mars 2021, ils ont mené des campagnes de sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et la prévention des conflits dans leurs localités respectives. Outre des campagnes de sensibilisation, le projet mène actuellement des forums de discussion qui réunissent les acteurs clés des différentes localités afin d'échanger sur les entraves au vivre-ensemble dans la ville et des journées portes ouvertes des forces de sécurité afin de rapprocher les corps habillés et la population pour briser le mur de méfiance qui s'est construit depuis les multiples crises qu'a connu le pays. Les activités du projet prendront fin en août 2021.